

L'Impact de l'IFRS 15 sur la Gouvernance d'Entreprise : Transitions vers une Transparence Accrue et des Pratiques Financières Responsables.

The Impact of IFRS 15 on Corporate Governance: Transitions towards Increased Transparency and Responsible Financial Practices.

ABOUDOU Hicham

Doctorant, Ecole National de Commerce et de Gestion, Laboratoire d'Études et de Recherches en Sciences et de Management, El Jadida Université Chouaib, Doukkali.

PR. HILMI Yassine

Enseignant chercheur, Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, Laboratoire d'Études et de Recherches en Sciences et de Management, El Jadida, Université Chouaib Doukkali.

Correspondence address:

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, Laboratoire d'Études et de Recherches en Sciences et de Management, El Jadida,

Cite this article

ABOUDOU, H. HILMI, Y. (2025). L'Impact de l'IFRS 15 sur la Gouvernance d'Entreprise : Transitions vers une Transparence Accrue et des Pratiques Financières Responsables. International Journal of Economics and Management Sciences, Volume 4, Issue 3 (2025), pp. 28-43

Submitted: 31/08/2025

Accepted: 28/09/2025

Résumé :

La gouvernance d'entreprise et la norme IFRS 15 sont deux volets essentiels qui, dans un contexte de mondialisation de plus en plus marqué, se retrouvent étroitement liés par des objectifs communs, notamment celui de renforcer la transparence, la confiance et la bonne gestion financière. Cette revue de littérature vise à mettre en valeur la manière dont la gouvernance d'entreprise s'appuie sur des principes de clarté, de responsabilité et d'équité, des valeurs qui rejoignent parfaitement les objectifs de la norme IFRS 15 – Produits des contrats avec les clients.

L'objectif principal de ce travail est donc de comprendre dans quelle mesure l'application de la norme IFRS 15 contribue à l'amélioration des pratiques de gouvernance, en particulier sur les plans financier et informationnel. La méthodologie adoptée repose sur une analyse documentaire d'articles scientifiques, de rapports professionnels et de textes normatifs, afin d'établir un lien clair entre les exigences de la norme et les piliers de la gouvernance.

Les résultats de cette analyse montrent que l'IFRS 15, en imposant une reconnaissance plus rigoureuse et transparente des revenus, encourage les entreprises à adopter des pratiques conformes aux principes d'une gouvernance efficace. Cette norme pousse également à une meilleure communication avec les parties prenantes (investisseurs, actionnaires, clients), ce qui renforce la confiance et la crédibilité de l'entreprise.

Ce travail se distingue par son approche croisée entre un référentiel comptable international et un cadre de gouvernance organisationnelle, montrant que la conformité aux normes financières ne se limite pas à des obligations techniques, mais participe directement à la structuration et à la maturité de la gouvernance d'entreprise.

La pertinence de cette recherche réside dans le fait qu'elle apporte un éclairage utile pour les entreprises soumises à IFRS, notamment celles opérant dans des environnements complexes ou fortement régulés, et montre comment la norme IFRS 15 peut être perçue non pas comme une contrainte, mais comme un outil de pilotage et de gouvernance.

Mots clés : Gouvernance d'entreprise ; IFRS 15 ; Transparence financière ; Parties prenantes ; Gestion stratégique.

Abstract :

Corporate governance and IFRS 15 are two essential pillars that, in the context of increasing globalization, are closely linked by common objectives—primarily enhancing transparency, trust, and sound financial management. This literature review aims to highlight how corporate governance relies on principles such as clarity, accountability, and fairness, which align closely with the objectives of IFRS 15 – Revenue from Contracts with Customers.

The main objective of this work is to understand how the application of IFRS 15 contributes to improving governance practices, particularly in financial reporting and disclosure. The methodology is based on a documentary analysis of academic literature, professional reports, and regulatory texts, in order to establish a clear connection between IFRS 15 requirements and the key pillars of corporate governance.

The findings show that IFRS 15, by enforcing a more transparent and consistent revenue recognition process, encourages companies to adopt practices aligned with effective governance. The standard also promotes better communication with stakeholders (investors, shareholders, customers), thereby reinforcing corporate credibility and trust.

This research stands out through its combined approach, linking an international accounting framework with organizational governance practices. It demonstrates that financial compliance is not merely a technical requirement but a key component of governance maturity and strategic direction.

The relevance of this study lies in its practical insight for companies applying IFRS, particularly those operating in complex or highly regulated environments, and shows how IFRS 15 can be seen not as a constraint but as a tool for governance and financial management.

Keywords: Corporate governance; IFRS 15; Financial transparency ; Stakeholders ; Strategic management

Introduction

Le traitement comptable approprié, la mesure et la reconnaissance des revenus ont toujours été au centre des préoccupations des chercheurs académiques, des investisseurs, des analystes de marché et des professionnels de la finance, en raison de leur rôle crucial dans l'évaluation financière des entreprises, le calcul des obligations fiscales et les comparaisons inter-entreprises (Y. Zhang, 2005). Dans ce contexte, la mise en œuvre de la norme International Financial Reporting Standard 15 (IFRS 15) par l'International Accounting Standards Board (IASB) en 2015 a marqué une étape importante. L'adoption de cette norme est particulièrement bénéfique pour les marchés émergents, où elle joue un rôle essentiel pour soutenir une communauté financière parfois fragile (Delcours & Huff, 2015).

L'IFRS 15, qui vise à harmoniser la reconnaissance des revenus à travers différents secteurs, peut également avoir un impact direct sur la gouvernance d'entreprise et vice-versa. En effet, une gouvernance solide repose sur la transparence, la responsabilité et l'intégrité dans la gestion des ressources et des informations financières. L'adoption de la norme IFRS 15 dans les marchés émergents contribue à ces principes en garantissant une plus grande transparence dans la reconnaissance des revenus et en assurant une tarification équitable. Cela permet non seulement de renforcer la confiance des parties prenantes — qu'il s'agisse des investisseurs, des clients ou des employés — mais aussi de favoriser une gestion plus responsable des ressources de l'entreprise (Ogunode & Salawu, 2021).

De plus, l'IFRS 15, en fournissant un cadre normatif plus précis pour la comptabilisation des revenus, permet de mieux aligner les décisions de gestion avec les objectifs stratégiques de l'entreprise. Cela soutient ainsi la fonction de gouvernance en offrant des lignes directrices claires pour la prise de décision, réduisant les risques d'opacité ou de comportements managériaux inappropriés. En conséquence, l'adoption de cette norme devient un outil stratégique pour améliorer l'efficacité organisationnelle et renforcer la responsabilité managériale, éléments essentiels d'une gouvernance d'entreprise efficace.

Tout en y ajoutant le principe des reportings, l'IFRS 15 permet une cohérence entre les résultats financiers et la réalité opérationnelle, ce qui contribue à fiabiliser et homogénéiser l'information partagée. L'une des particularités de la gouvernance est justement l'intervention de plusieurs parties prenantes, internes comme externes. On peut citer, par exemple, les membres du conseil d'administration pour les acteurs internes et les actionnaires pour les acteurs externes. En se basant sur les contrats et sur un cadre de référence complet en matière de comptabilisation des revenus, l'IFRS 15 permet de produire des rapports valorisants pour l'entreprise, à la fois

détaillés et transparents, renforçant ainsi la cohérence et la fiabilité des informations communiquées.

Problématique :

Dans quelle mesure l'adoption de l'IFRS 15 peut-elle réellement renforcer les pratiques de gouvernance au sein des entreprises, notamment dans les marchés émergents ?

Pour répondre à cette problématique, cette recherche adopte une approche qualitative fondée sur une revue de littérature systématique. L'objectif est d'identifier, d'analyser et de croiser les apports théoriques et empiriques relatifs à l'IFRS 15 et à la gouvernance d'entreprise, afin d'en extraire les points de convergence et les effets potentiels. La démarche repose sur l'analyse de travaux scientifiques, de rapports institutionnels et de publications normatives disponibles principalement via les bases de données académiques reconnues telles que Scopus, Web of Science, Google Scholar, ainsi que les archives de l'IFRS Foundation. Les mots-clés mobilisés dans la sélection des sources incluent notamment : IFRS 15, revenue recognition, corporate governance, earnings management, transparency, et financial reporting quality. Le corpus sélectionné privilégie les articles publiés entre 2015 et 2024, afin d'assurer une couverture actualisée des débats et des résultats de recherche, tout en intégrant les études précurseurs ayant posé les fondements conceptuels du lien entre normalisation comptable et gouvernance. L'analyse est conduite de manière thématique, afin de structurer les éléments clés autour des axes suivants : cadre conceptuel, interactions entre normes et gouvernance, et implications dans les marchés émergents. Cette approche permet ainsi de proposer une lecture critique et structurée des enjeux soulevés par l'application de l'IFRS 15 dans un contexte de gouvernance organisationnelle.

1. Cadre théorique et conceptuel :

1.1 Gouvernance d'entreprise :

La gouvernance d'entreprise s'impose aujourd'hui comme un pilier fondamental dans la structuration et la régulation des organisations, en particulier dans un environnement économique mondialisé où les attentes en matière de transparence, d'éthique et de responsabilité ne cessent de croître. Avant d'analyser ses interactions avec les normes comptables internationales telles que l'IFRS 15, il est essentiel de poser les bases conceptuelles de cette notion, en revenant sur ses différentes définitions, ses composantes principales, ainsi que les enjeux qu'elle soulève tant pour les entreprises que pour l'ensemble des parties prenantes. C'est dans cette perspective que la présente section s'attache à clarifier les contours

de la gouvernance d'entreprise, en s'appuyant sur les travaux de référence et les cadres institutionnels reconnus.

1.1.1 Définition:

La gouvernance d'entreprise, définie comme un ensemble de règles structurées, oriente la gestion des organisations afin de maximiser à la fois la rentabilité et la valeur pour les parties prenantes. Elle s'aligne sur les principes de la théorie de l'agence, qui mettent l'accent sur les intérêts des actionnaires (Shahid, 2001; Jensen & Meckling, 1976). Elle englobe des pratiques, des systèmes et des valeurs organisationnelles, avec une attention particulière portée aux responsabilités du conseil d'administration et à la redevabilité (OCDE, 2004). Selon l'OCDE (2005), la gouvernance d'entreprise constitue un cadre qui régit les entreprises commerciales, en fixant les règles de prise de décision et en définissant les droits des parties prenantes. Le Comité SEC-SEBI (2003) insiste sur le rôle des dirigeants, qui doivent agir en tant que fiduciaires tout en respectant les droits des actionnaires. À l'échelle mondiale, la gouvernance d'entreprise dans le domaine de la gestion financière vise à concilier les intérêts des diverses parties prenantes, dépassant ainsi la simple quête de maximisation des profits (Bhattacharyya, 2003). Elle assure la protection des actionnaires, renforce la gouvernance des conseils d'administration, améliore l'efficacité opérationnelle, favorise la durabilité et défend les principes éthiques (Bhattacharyya, 2003). En définitive, la gouvernance d'entreprise est essentielle pour garantir une gestion équitable des organisations. Elle structure les relations entre actionnaires, conseils d'administration, équipes dirigeantes, employés, clients et communautés plus larges (Clarkson & Deck, 1997; Ofiafoh & Imoisili, 2010).

1.1.2 L'importance de la gouvernance d'entreprise

La définition la plus largement acceptée de la gouvernance d'entreprise est fournie par l'OCDE (1999). Elle stipule que la gouvernance d'entreprise représente un système ou une structure qui fournit des lignes directrices pour orienter et contrôler les opérations des entreprises. Les droits et responsabilités des différents acteurs au sein de l'entreprise, notamment le conseil d'administration, les gestionnaires et les parties prenantes sont clairement définis. De plus, des règles et des procédures sont établies, devant être suivies lors de la prise de décisions concernant les affaires de l'entreprise. Ainsi, la gouvernance d'entreprise est une structure qui intègre les objectifs de l'entreprise, les méthodes pour atteindre ces objectifs et les moyens de suivre la performance de l'entreprise.

La Banque mondiale définit la gouvernance d'entreprise sous deux angles différents (BM, 1999) : dans le contexte d'une entreprise, la gouvernance d'entreprise concerne le maintien de bonnes relations entre les propriétaires, la direction et les différentes parties prenantes telles que les employés, les clients, les fournisseurs et les investisseurs. Une attention particulière est portée au conseil d'administration, à sa capacité à générer de la valeur à long terme pour l'entreprise, et à son rôle dans l'équilibrage des intérêts des différentes parties. Dans le cadre des politiques publiques (le deuxième angle), la gouvernance d'entreprise se concentre sur deux enjeux : (1) la survie, la croissance et le développement d'une entreprise ; et (2) la responsabilité dans l'exercice du pouvoir et du contrôle sur les entreprises.

La gouvernance d'entreprise couvre de nombreuses problématiques économiques et sociales, et son étude s'étend désormais à différentes disciplines telles que l'économie, la finance, le droit, la sociologie, la politique et la théorie organisationnelle. Les chercheurs spécialisés dans ces domaines ont des perspectives variées sur le concept de gouvernance d'entreprise. Cependant, la question fondamentale à traiter concerne le pouvoir et la richesse des entreprises, ainsi que les mécanismes de contrôle qui doivent être mis en place à cet égard.

1.1.3 La Gouvernance d'entreprise, mécanismes de contrôle internes

- **Membres du conseil d'administration et performance financière :**

Les chercheurs s'accordent à dire que la structure du conseil d'administration constitue un élément central de la théorie de l'agence (Jensen & Meckling, 1976; Eisenberg, 1976; Fama, 1980; Fama & Jensen, 1983; Dalton & Dalton, 2011; Dey, 2008; Bhagat & Bolton, 2008). De nombreuses études mettent en évidence le rôle clé des membres externes du conseil dans la supervision des activités de l'entreprise (Brickley, Coles, & Terry, 1994; Shivdasani, 1993; Bebchuk & Weisbach, 2010). Une part importante de la littérature existante indique que les conseils d'administration les plus performants se composent d'une proportion plus élevée d'administrateurs externes par rapport aux administrateurs internes (Mizruchi, 1983; Lorsch & MacIver, 1989; Zahra & Pearce, 1989; Dalton, Daily, Ellstrand, & Johnson, 1998; Rosenstein & Wyatt, 1990; Denis, 1999; Bhagat & Black, 2001).

- **Actionnariat et performance**

Deux caractéristiques liées à la propriété influencent la performance: la dispersion de la propriété et les coûts qui y sont associés. Certains chercheurs soutiennent que la dispersion de la propriété d'une entreprise constitue un facteur essentiel pour sa performance financière. Les

travaux fondateurs de Fama et Jensen (1983) introduisent le concept d'enracinement, qui désigne l'effet négatif d'une part importante de propriété détenue par la direction, motivée par des comportements opportunistes à court terme. Les données empiriques semblent corroborer cette hypothèse. Booth et Chua (1996) ont démontré que l'élargissement de la base initiale de propriétaires favorise la liquidité du marché secondaire, ce qui réduit le rendement exigé par les investisseurs. Par ailleurs, Maury et Pajuste (2005) ont mis en évidence qu'un troisième actionnaire substantiel renforce la valeur de l'entreprise, tandis qu'un deuxième actionnaire de grande envergure peut avoir un impact négatif sur cette valeur.

1.2 L'IFRS 15 (Produits des Contrats avec les Clients)

Dans une logique d'harmonisation des pratiques comptables à l'échelle internationale, la norme IFRS 15 s'est imposée comme une réponse structurée aux limites des cadres antérieurs en matière de reconnaissance des revenus. Son objectif ne se limite pas à la simple standardisation technique : il s'agit aussi de renforcer la fiabilité des informations financières et de garantir une lecture plus transparente des performances économiques des entreprises. Pour mieux comprendre la portée de cette norme et en analyser les effets sur la gouvernance organisationnelle, il convient d'abord de revenir sur ses fondements, ses objectifs, ainsi que les principales transformations qu'elle induit dans le traitement des contrats avec les clients. C'est dans cette optique que la section suivante s'attache à définir clairement ce que recouvre l'IFRS 15.

1.2.1 Définition

La norme comptable IFRS 15–Produits des Contrats avec les Clients a été publiée le 28 mai 2014, dans le cadre du processus de convergence entre les normes IFRS et USGAAP initié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et le FASB (Financial Accounting Standards Board). À la même date, le FASB a publié un document intitulé Accounting Standards Update 2014-09-Revenues from Contracts with Customers (FASB, topic 606, 2014). Les objectifs de cette norme, qui visent une convergence des approches, sont orientés vers la création d'un cadre de référence complet en matière de comptabilisation des revenus, applicable à tous les contrats commerciaux, à l'exception des contrats de location, des contrats d'assurance et des instruments financiers. L'IFRS 15 remplace pratiquement IAS 18-Produits, IAS11-Contrats de Construction, IFRIC 13-Programmes de Fidélité Client, IFRIC 15-Accords relatifs à la construction de biens immobiliers, IFRIC 18-Transfert d'actifs des clients, et SIC 31-Produits-Transactions de troc impliquant des services publicitaires.

Les normes comptables applicables à la reconnaissance des revenus, telles que IAS 18 - Produits et IAS 11 - Contrats de Construction, ont été émises il y a plus de 20 ans, et la plupart des professionnels les considèrent comme incomplètes et obsolètes. Ces deux normes comptables ont été complétées, au fil des années, par de nombreuses interprétations.

1.2.2 effets de l'IFRS 15 :

Avec toute nouvelle norme comptable ou modification, la reconnaissance et l'évaluation des actifs, passifs, revenus et charges peuvent être ajustées. Ces changements entraînent des effets comptables pouvant avoir un impact imprévu sur la mesure de la performance, comme c'est le cas pour l'IFRS 15 (Osma et al., Citation2023). Si ces effets sont significatifs, la direction pourrait choisir de les communiquer aux parties prenantes, générant ainsi des effets informationnels (Napier & Stadler, Citation2020). La performance, en tant que concept central dans les sociétés contemporaines, est utilisée pour évaluer la qualité des efforts individuels et collectifs (Corvellec, Citation2018). Par conséquent, les organisations ne doivent pas seulement atteindre des résultats, mais également les communiquer efficacement aux parties prenantes clés (Micheli & Mari, Citation2014).

Ces dynamiques peuvent entraîner des répercussions sur les marchés de capitaux, en particulier du point de vue des marchés des actions et des dettes, tout en générant une pression pour maintenir ou améliorer la performance et la position financière (Napier & Stadler, Citation2020). Par ailleurs, il est généralement admis que les résultats déclarés, plutôt que les flux de trésorerie, constituent l'indicateur principal utilisé par les parties prenantes externes, ce qui peut inciter les dirigeants à gérer ces résultats pour améliorer la réputation de l'entreprise auprès des tiers. Cela s'illustre également par la gestion réelle des résultats (REM) (Bereskin et al., Citation2018), une facette des effets réels des divulgations et rapports financiers (Leuz & Wysocki, Citation2016).

La REM peut être interprétée sous deux angles principaux : d'une part, comme un signal envoyé par les gestionnaires aux participants du marché des capitaux, révélant des informations privées et anticipant une performance opérationnelle positive future (Gunny, Citation2010) ; d'autre part, comme un comportement opportuniste de la part des dirigeants, augmentant ainsi le risque d'information en dissimulant la véritable performance économique de l'entreprise (Roychowdhury, Citation2006).

2 L'Impact de l'IFRS 15 sur la Gouvernance d'Entreprise

2.1 Synergies entre normes comptables et structures de gouvernance

Alors que les exigences en matière de transparence financière et de reddition des comptes se renforcent à l'échelle internationale, les entreprises sont amenées à repenser l'articulation entre leurs dispositifs normatifs et leurs structures de gouvernance. Dans cette dynamique, l'IFRS 15 ne doit pas être appréhendée comme un simple outil de reconnaissance des revenus, mais comme un levier stratégique capable d'influencer les comportements organisationnels, la qualité des rapports financiers et, plus largement, la culture de gestion. Loin de constituer deux domaines séparés, la normalisation comptable et la gouvernance d'entreprise apparaissent de plus en plus comme des sphères complémentaires, interdépendantes dans la quête d'une information fiable et d'une gestion responsable. La présente section s'attache à explorer les différents apports de l'IFRS 15, ainsi que ceux de la gouvernance d'entreprise, pour mettre en lumière les points de convergence, les effets croisés et les bénéfices mutuels qui en découlent.

2.1.1 Avantages de l'adoption des normes IFRS 15 :

L'adoption de l'IFRS 15 vise à améliorer la comparabilité des informations comptables sur les revenus entre entreprises de différents secteurs et pays (Walińska & Jurewicz, 2015), renforcer la pertinence de l'évaluation des modèles économiques des entreprises (Karwowski, 2016) et accroître la qualité des informations contenues dans les rapports financiers (Altaji & Alokdeh, 2019).

Il est important de souligner que l'objectif des normes IFRS/IAS, en matière de définition et d'application, est de garantir des informations financières de haute qualité, transparentes et comparables (Toumeh & Yahya, 2019). Par conséquent, on peut s'attendre à ce que l'adoption de l'IFRS 15 améliore la qualité des rapports financiers. Altaji et Alokdeh (2019) ont trouvé que l'introduction de l'IFRS 15 en Jordanie avait un impact statistiquement significatif sur l'amélioration de la pertinence et de la représentation fidèle des informations comptables.

2.1.2 Avantages de L'adoption des normes de Gouvernance :

Les pratiques éthiques en comptabilité trouvent un soutien naturel dans les structures et principes de la gouvernance d'entreprise (Keremidchiev et Nedelchev, 2020). Alors que les organisations cherchent à promouvoir la transparence financière et un comportement éthique, la gouvernance d'entreprise agit comme un moteur essentiel qui façonne les dimensions éthiques des processus décisionnels.

Le conseil d'administration joue un rôle central dans la gouvernance d'entreprise, exerçant une influence significative sur l'orientation éthique d'une organisation. L'indépendance des membres du conseil est essentielle pour garantir des décisions impartiales. Les administrateurs indépendants apportent une perspective extérieure, réduisant ainsi les risques de conflits d'intérêts et favorisant une prise en compte prioritaire des considérations éthiques (Radu et Smaili, 2022). Cette section analyse comment la composition des conseils, notamment la présence d'administrateurs indépendants, contribue à établir un socle solide pour des pratiques éthiques.

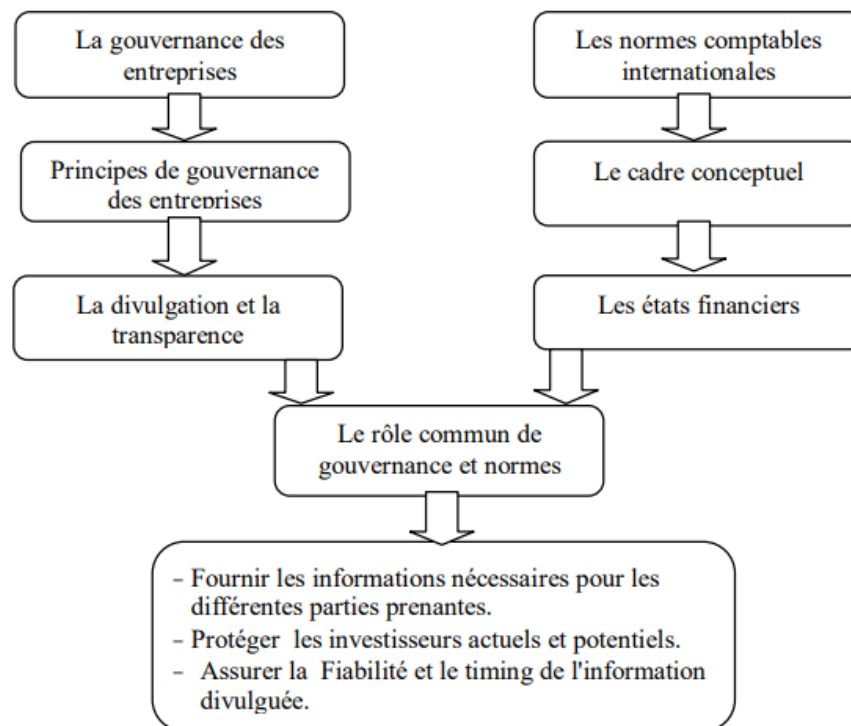
Au-delà du conseil d'administration, le rôle du leadership et de la gestion est déterminant dans la promotion d'un comportement éthique. Un leadership éthique instaure une dynamique organisationnelle fondée sur des valeurs telles que l'intégrité, l'honnêteté et la responsabilité. Les dirigeants qui mettent l'accent sur les considérations éthiques créent un climat où les employés sont encouragés à respecter des normes élevées d'éthique (Enwereuzor et al., 2020). En examinant l'impact du leadership sur les décisions éthiques, nous mettons en lumière les dynamiques complexes qui soutiennent une culture de l'éthique au sein des structures de gouvernance d'entreprise.

2.1.3 La relation entre les normes IFRS 15 et la gouvernance d'entreprise:

La gouvernance d'entreprise et la conformité financière constituent les fondations d'un environnement commercial bien structuré, transparent et responsable (Moolman, 2021). Ces notions garantissent que les entreprises agissent avec intégrité, respectent les exigences réglementaires et répondent aux attentes des parties prenantes. La gouvernance d'entreprise peut être définie comme un ensemble de règles, pratiques et processus permettant de diriger et de contrôler une entreprise (Almagtome et al., 2024).

Communément à L'objectif principal de la norme "IFRS15" est d'établir un cadre commun pour la reconnaissance des revenus, renforçant ainsi la comparabilité et la transparence des rapports financiers entre différentes juridictions (Sahputra & Noveriansi, 2022:10). L'IFRS 15 cherche à relever ces défis en introduisant une approche robuste et basée sur des principes pour la reconnaissance des revenus, centrée sur le transfert de contrôle des biens ou des services aux clients (Tillet, 2022:13).

Figure 01 :



Source: Élaboration de l’auteur sur la base de la littérature (IASB, 2018 ; Jensen & Meckling, 1976 ; Soderstrom & Sun, 2007 ; Mnif & Znazen, 2020).

2.2 Théorie de l'Agence, Gouvernance d'Entreprise et Conformité aux IFRS

Les recherches montrent que les études utilisant la théorie de l'agence pour examiner la relation entre la gouvernance d'entreprise et la conformité aux IFRS (Mnif & Znazen, 2020; Musleh Alsartawi, 2019). Deux perspectives émergent quant à l’impact de la gouvernance d’entreprise sur les niveaux de conformité aux IFRS. D’une part, il est avancé que les IFRS peuvent atténuer le problème d'agence en incitant les dirigeants à agir davantage dans l’intérêt des actionnaires lors de l’établissement des rapports financiers (Jensen & Meckling, 1976). Ainsi, les IFRS, en tant que mécanisme disciplinaire, peuvent modifier le comportement et les décisions des gestionnaires pour aligner leurs actions sur les intérêts des actionnaires. D’autre part, Jensen et Meckling (1976) suggèrent que des niveaux accrus de conformité aux IFRS favorisent un meilleur suivi, et donc un environnement propice et en adéquation avec les normes IFRS.

2.2.1 La prédisposition de la gouvernance d'entreprises a l'IFRS 15:

L’adoption anticipée de l’IFRS 15, en particulier dans les pays en développement souligne l’importance des mécanismes de gouvernance d’entreprise (CG). La gouvernance d’entreprise est définie comme un ensemble de mécanismes organisationnels qui encadrent les pouvoirs, influencent les décisions managériales, régulent les comportements, et déterminent les marges

de manœuvre discrétionnaires (Charreaux, 1997). Le développement de ces mécanismes institutionnels, tels que les structures de gouvernance, peut faciliter la mise en application et le respect des normes IFRS (Ebrahim & Abdel Fattah, 2015). Ainsi, les entreprises dotées de structures de gouvernance efficaces sont souvent prédisposées à adopter (ou adopter précocement) les normes IFRS, étant donné leur attention portée à la qualité des données comptables et leur propension à offrir davantage de divulgations (Quagli et al., 2021).

Dans ce contexte, Delcours et Huff (2015) identifient la gouvernance d'entreprise comme l'un des facteurs influençant l'adoption volontaire des IFRS dans les marchés émergents. En se concentrant sur l'adoption initiale des IFRS, Ebrahim et Abdel Fattah (2015) ont montré que les éléments de gouvernance, tels que la qualité perçue de l'auditeur impliqué, contribuent à améliorer la conformité avec les exigences des IFRS. Par ailleurs, Alon et Dwyer (2014) ont indiqué que l'adoption précoce des IFRS peut également renforcer des systèmes de gouvernance peu efficaces dans certaines entreprises.

2.2.2 Impact de l'IFRS 15 sur La Gouvernance:

L'IFRS 15– Produits des Contrats avec les Clients vise à promouvoir la transparence, à améliorer la qualité et l'efficacité des rapports financiers, à fournir des états financiers capables d'inspirer la confiance des investisseurs grâce à des exigences de divulgation détaillées, et à faciliter les inscriptions en bourse transfrontalières (Oseni, 2013). Fathi (2013) soutient que l'objectif principal des rapports financiers est de réduire l'asymétrie d'information entre les gestionnaires d'entreprise et les parties contractantes. Ces rapports y parviennent en divulguant des informations pertinentes et opportunes. L'amélioration de la qualité comptable génère des conséquences positives et souhaitables (Soderstrom & Sun, 2007). Selon La Porta, Lopez-de-Silanes, Shleifer et Vishny (2000), la gouvernance d'entreprise est un système de contrôle conçu pour protéger les ressources financières contre une utilisation abusive par des initiés. Liu, Harris et Omar (2013) décrivent la gouvernance d'entreprise comme un ensemble de mécanismes internes visant à renforcer les intérêts des actionnaires tout en encourageant les gestionnaires à faire preuve de transparence et de responsabilité dans les opérations et les prises de décisions de l'entreprise. La mise en œuvre de l'IFRS 15 a conduit à une présentation financière plus transparente et cohérente, offrant aux investisseurs, analystes et autres parties prenantes une compréhension plus claire des activités génératrices de revenus d'une entreprise. Alors que le processus de mise en œuvre se poursuit, il est crucial que les entreprises restent vigilantes quant au respect des principes énoncés dans l'IFRS 15 et assurent une conformité

continue aux exigences de cette norme (Fangshu, 2015:27). Shukeri et Md-Aminu (2012) définissent la gouvernance d'entreprise comme une structure mise en place par les entreprises pour assurer leur contrôle et leur direction, favorisant ainsi la pérennité de l'organisation. Ce qui nous fait comprendre que les deux notions ont des intérêts communs et que l'adoption de la norme IFRS 15 peut être définie comme un outil de renforcement ou de complément permettant à l'entreprise d'être en parfaite cohésion avec les traits de gouvernance.

2.2.3 Impact de l'IFRS 15 sur La Gouvernance :

La mise en œuvre de la norme IFRS 15 a été associée, dans plusieurs travaux récents, à une amélioration de la lisibilité et de la cohérence des états financiers, offrant ainsi aux parties prenantes une meilleure visibilité sur les revenus générés par les entreprises (Fangshu, 2015 ; IASB, 2024). Dans le même temps, la gouvernance d'entreprise est reconnue comme un ensemble de mécanismes visant à structurer le contrôle, la direction et la transparence organisationnelle dans une logique de pérennité (Shukeri & Md-Aminu, 2012).

Selon plusieurs études contemporaines, la norme IFRS 15 pourrait jouer un rôle disciplinaire sur les comportements managériaux, notamment en réduisant les pratiques de gestion discrétionnaire des résultats. Par exemple, une recherche menée en Afrique du Sud en 2024 montre que l'adoption des IFRS tend à atténuer les pratiques de gestion des résultats, à condition qu'elle soit soutenue par une gouvernance d'entreprise solide (Mzenzi et al., 2024). À l'inverse, une étude menée au Ghana (Amankwah, 2023) suggère que dans certains contextes, l'IFRS 15 pourrait être associée à une forme accrue de gestion des résultats, lorsque les mécanismes de contrôle sont faibles ou inefficaces. Ces résultats soulignent l'importance d'examiner le rôle modérateur de la gouvernance d'entreprise dans l'impact de la norme.

Par ailleurs, une analyse appliquée au contexte français (Boumediene & Lakhal, 2021) met en lumière l'effet combiné d'une gouvernance de qualité et de normes comptables robustes sur l'efficacité des décisions d'investissement et la limitation des asymétries d'information.

À la lumière de cette littérature, et dans une optique purement exploratoire, la présente recherche s'appuie sur la formulation suivante :

- **H2.1** : L'adoption de l'IFRS 15 impacte l'ampleur des pratiques de gestion des résultats visant à éviter les pertes et les baisses de revenus, par l'utilisation discrétionnaire de la reconnaissance des revenus à recevoir.

- **H2.2** : L'adoption de l'IFRS 15 impact l'ampleur des pratiques de gestion des résultats visant à éviter les pertes et les baisses de revenus, par l'utilisation discrétionnaire de la reconnaissance des revenus différés.

Ces hypothèses s'inscrivent dans un cadre théorique qui considère la gouvernance d'entreprise comme un facteur-clé permettant de renforcer l'effet normatif des standards comptables internationaux. Elles visent à vérifier si l'IFRS 15, en imposant un cadre plus structuré et transparent, peut indirectement contribuer à l'amélioration des pratiques de gouvernance au sein des entreprises, en particulier dans les marchés émergents ou en développement.

Conclusion

La revue de littérature qui est l'impact de L'IFRS 15 sur la Gouvernance des entreprises a permis de mettre en lumière les attentes des entreprises et des différents intervenants ainsi que les raisons de s'engager dans ces différentes pratiques, dans une aire de mondialisation régies par plusieurs règles et réformes les institutions ainsi que les entreprises et leurs intervenants sont de plus en plus confronté et des règles et obligation qui d'ailleurs sont le sujets des ces normes, la gouvernance est ce qui permet de protéger les différents acteurs en question et de leur permettre transparence et fiabilité et pour ce faire différentes approches sont a considérer et il s'agit-là de l'intervention de la norme Produits des Contrats avec les Clients (IFRS 15) qui a pour objectif de fiabiliser les revenus permettre transparence et fidéliser les rapport partager et ces dits intervenants, ce qui nous ramène à la conclusion suivante :

La mise en place de la norme IFRS 15, étant donné qu'elle est les mêmes objectifs et en prenant en considération que le résultat qu'elle procure est finalement les attentes de la Gouvernance d'entreprise et donc l'adoption de cette norme nous permet de préparer un environnement propice et une prédisposition a la gouvernance.

Références:

- Altaji, M., & Alokdeh, A. (2019). The impact of IFRS 15 in Jordan on the relevance and faithful representation of accounting information. *International Journal of Accounting and Financial Reporting*, 9(1), 121–137.
- Alon, A., & Dwyer, P. D. (2014). Early adoption of IFRS and the strengthening of corporate governance systems: Evidence from emerging markets. *Advances in Accounting*, 30(1), 81–91.
- Amankwah, K. (2023). The impact of IFRS 15 adoption on earnings management in listed Ghanaian firms [Master's thesis, KNUST]. KNUST Institutional Repository.

- Bhagat, S., & Bolton, B. (2008). Corporate governance and firm performance. *Journal of Corporate Finance*, 14(3), 257–273.
- Boumediene, A., & Lakhal, F. (2021). The impact of corporate governance and IFRS on the relationship between financial reporting quality and investment efficiency in a continental accounting system. *Research in International Business and Finance*, 56, 101356.
- Delcours, N., & Huff, K. (2015). Corporate governance and voluntary IFRS adoption in emerging markets. *Journal of International Business and Economics*, 3(2), 45–56.
- Fangshu, Y. (2015). The role of IFRS 15 in enhancing financial reporting transparency. *International Accounting Review*, 33(2), 88–101.
- IASB. (2024). Post-implementation review of IFRS 15: Revenue from Contracts with Customers. IFRS Foundation. <https://www.ifrs.org>
- Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305–360.
- Mnif, Y., & Znazen, O. (2020). Corporate governance mechanisms and IFRS compliance: Evidence from MENA countries. *Journal of Accounting in Emerging Economies*, 10(2), 253–278.
- Mzenzi, S., et al. (2024). Does IFRS adoption mitigate earnings management? Evidence from South Africa. *Heliyon*, 10(4), e19023.
- Musleh Alsartawi, A. M. (2019). Corporate governance and compliance with IFRS: Evidence from Islamic banks. *International Journal of Law and Management*, 61(1), 86–98.
- Roychowdhury, S. (2006). Earnings management through real activities manipulation. *Journal of Accounting and Economics*, 42(3), 335–370.
- Shukeri, S. N., & Md-Aminu, N. H. (2012). Board of directors' attributes as determinants of voluntary disclosure in annual reports of Malaysian listed firms. *International Journal of Accounting and Financial Reporting*, 2(1), 218–241.